

Libéralisme et socialisme : le cas anglais

In: Genèses, 9, 1992. pp. 44-59.

Citer ce document / Cite this document :

Hobsbawm Eric. Libéralisme et socialisme : le cas anglais. In: Genèses, 9, 1992. pp. 44-59.

doi : 10.3406/genes.1992.1136

http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1992_num_9_1_1136

LIBÉRALISME ET SOCIALISME : LE CAS ANGLAIS

Eric Hobsbawm*

Vous m'avez demandé de vous présenter le "cas anglais" pour ce qui concerne les relations entre libéralisme et socialisme dans la première moitié du XIX^e siècle. Mais permettez-moi, avant d'aborder la question pour elle-même, d'élever quelques objections contre le bien-fondé d'un point de vue exclusivement national. L'histoire de la première moitié du XIX^e siècle est en réalité celle des effets combinés de deux révolutions : l'anglaise et la française, dont chacune des composantes contribue à renforcer l'autre. C'est tout particulièrement le cas en matière d'histoire intellectuelle. En un sens la Révolution française, prise dans sa dimension bourgeoise et libérale, n'a pas été autre chose qu'une tentative pour suivre l'exemple anglais : exactement l'inverse de ce qu'a prétendu Burke. Sieyès est un admirateur d'Adam Smith ; Benjamin Constant a poursuivi ses études à Edimbourg. Dans l'article nécrologique qu'il consacre à Adam Smith en 1790, le *Gentleman's Magazine* note que le grand penseur n'est pas moins fréquemment cité à Paris, à l'Assemblée constituante, qu'aux Communes. Entre 1789 et la fin du Consulat, on a publié en France plus de traductions de la *Richesse des Nations* que pendant tout le reste du XIX^e siècle. L'élément d'anglomanie est encore plus visible pendant la Restauration : avec Thierry et Guizot, pour ne citer que des historiens qui se penchent sur le voisin d'Outre-Manche, mais aussi avec Saint-Simon et les rédacteurs de la Constitution de 1814. En revanche, c'est par analogie avec la Révolution française qu'on découvre en Grande-Bretagne une "révolution industrielle". La gauche anglaise, elle, est ouvertement philo-française : cela va jusqu'au culte que les grandes familles Whig vouent à ce Napoléon dont les armées combattent leur pays ; des intellectuels jacobins comme Hazlitt idéaliseront complètement l'empereur. Après 1815 la francophi-

*Exposé prononcé le samedi 24 avril 1990 à la Maison des sciences de l'homme, séminaire "Les trois idéologies", dirigé par É. Balibar et I. Wallerstein).

lie des jeunes radicaux continue : John Stuart Mill connaît personnellement Comte et tire une partie de son inspiration des Saint-Simoniens, avec qui il maintient d'étroites relations. Faut-il encore rappeler l'influence de la pensée de Tocqueville en Grande-Bretagne ? Enfin le "socialisme" fait son entrée presque simultanément sur les scènes française et anglaise. Bref, ce que je voudrais vous remettre en mémoire au début de cet exposé, c'est que, surtout à cette époque, faire l'histoire de chacun de nos deux pays implique une certaine connaissance de l'autre : la révolution française de 1830, consciemment inspirée de la "Glorious Revolution" anglaise, est aussi la seule dont les conséquences sur la politique intérieure britannique ont été immédiates et profondes. Elle a, en fait, inauguré la seule période pendant laquelle, dans l'Angleterre moderne, une "révolution" n'a pas été totalement impensable.

*

Pour l'historien des idées et des idéologies, deux problèmes se posent d'emblée : a) parle-t-on uniquement des "idées", ou bien aussi de leur dimension sociale ? b) comment définit-on ces idées dont on parle ?

Pour ce qui est du premier problème, il s'agit évidemment d'une question d'une assez grande généralité. Comme un mot dans le dictionnaire, une "idée" excède toujours le contexte historique qui l'a vu naître et celui de son utilisation concrète. Elle mène une vie autonome. En ce sens, une "histoire de la liberté" telle que songeait à l'écrire l'historien anglais Lord Acton n'est pas un projet théoriquement illégitime, bien qu'elle coure toujours le risque de n'exprimer que la perspective particulière de son époque : en l'occurrence de concevoir l'idée de liberté du point de vue d'un libéral anglais de la fin du XIX^e siècle qui était aussi un catholique croyant. Mais dans la pratique (et c'est cela qui compte pour l'historien), l'idée n'existe que par ses utilisations concrètes : or celles-ci sont fonction de certaines questions posées et de certaines réponses apportées, elles appartiennent ainsi à une époque spécifique, elles sont le fait de groupes humains déterminés, et elles se font toujours en tenant compte du passé des idées et des mots, dont on ne peut jamais faire table rase. Prenons le cas particulier du socialisme dans la première moitié du XIX^e siècle : c'est une époque-clé dans la formation des théories socialistes, le socialisme y joue déjà un rôle important dans le monde intellectuel, celui des "idéologues", et – surtout, à vrai dire, à la marge

DOSSIER

Conservatisme, libéralisme,
socialisme

E. Hobsbawm

Libéralisme et socialisme :
le cas anglais

des sociétés bourgeoises établies – il commence à exercer son influence sur les hommes politiques. Je pense à l'Amérique latine, peut-être à l'Égypte. Pour autant il serait ridicule de supposer aux Saint-Simoniens ou aux Fourieristes une quelconque base sociale de masse. Vers 1847, la question "Êtes-vous socialiste ?" n'aurait reçu aucune réponse des contemporains, sauf parmi les intellectuels et chez une poignée de militants ouvriers, alors que les hommes étaient déjà assez nombreux à s'identifier eux-mêmes comme des "libéraux" en politique.

*

Mais précisément, dans la première moitié du XIX^e siècle, que signifient exactement ces expressions de "libéralisme" ou de "socialisme", que veut dire "être libéral" ou "socialiste" (pour ne rien dire de "conservateur") ? L'anachronisme reste le péché le mieux partagé des historiens, et il ne faudrait jamais oublier deux choses : *primo* – ce qui est évident – que les mots changent de sens au cours du temps, c'est-à-dire qu'il est impossible de projeter rétrospectivement le libéralisme de François Furet sur celui de Guizot, et *secundo* – ce qui est moins évident – qu'il n'est pas dit que ces mots aient déjà acquis à l'époque un sens précis.

a) Fort heureusement, l'histoire terminologique, la *Begriffsgeschichte*, a fait de sérieux progrès dans les dernières décennies, même si nous n'avons encore ni en anglais ni en français d'ouvrage comparable aux *Geschichtliche Grundbegriffe* des Allemands¹. Or nous savons que le terme de *libéralisme*, dans sa fonction idéologique, naît en France avec la Restauration (je suis d'accord avec Ulrich Dierse² pour penser que l'utilisation du mot "libéral" avant 1814 par des penseurs comme Sieyès et Constant manque d'une suffisante spécificité). Mais en tant que terme *politique*, le libéralisme naît en Espagne en 1810, avec *los liberales* (qui s'opposent à *los serviles*), et il gagne la France vers 1819 lorsque l'opposition dite "indépendante" se transforme en opposition "libérale". Quant à l'évolution de la terminologie en Grande-Bretagne, elle est lente et complexe. Le mot ne traverse la Manche qu'en 1816, mais dans sa version espagnole, et il lui faudra attendre dix ans au moins sa complète naturalisation. On continue de le citer souvent dans sa forme espagnole, française ou italienne, et de le considérer – surtout évidemment à droite – comme un quasi-synonyme de "jacobinisme"³. Ce qui n'est pas tout

1. Otto Brunner, Werner Conze et Reinhart Koselleck, *Geschichtliche Grundbegriffe*, Stuttgart, Verlag Klett-Cotta, 5 volumes parus, 1972.

2. U. Dierse, "Liberalismus", in Joachim Ritter et Karlfried Gründer, *Historisches Wörterbuch der Philosophie*, Basel und Stuttgart, 1980, Band 5, p. 257-271.

3. Castlereagh, cité par Elie Halévy, *History of the English People in the Nineteenth Century*, London, 1961, vol. 2, pp. 81-82 [1^e éd. *Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle*, Paris, Hachette, 1913-1947] ; Isaac da Costa, "Bezwaaren tegen den geest der eeuw" (1823), cit. in *Woordenboek der Nederlandsche Taal*, vol. 8, part 1 La Haye, 1916, p. 1874.

à fait injustifié, car le premier journal à s'appeler *The Liberal*, fondé en 1822 par un homme de lettres de gauche (Leigh Hunt), utilise ce mot pour désigner le groupe radical et philhellène de Lord Byron : c'est-à-dire dans un sens assez révolutionnaire, en rapport avec les mouvements insurrectionnels qui se développent dans l'Europe méditerranéenne.

Le libéralisme ne fait réellement son entrée dans la politique anglaise qu'après le Reform Bill de 1832 : encore est-ce sous l'étiquette de "Reformers" plutôt que sous celle de "Liberals". Le parti Libéral, même si le terme est d'usage commun dans la presse à partir de 1835, ne prend formellement ce nom qu'en 1847. Et quand les *Liberals*, c'est-à-dire les éléments politiquement trop avancés pour conserver l'étiquette de *Whigs*, mais pas assez pour se qualifier eux-mêmes de *Radicals*, cherchent à s'organiser de façon autonome, le grand club politique qu'ils créent en 1836 pour remplacer le *Brooks Club* des Whigs et le *Westminster Club* des Radicaux, ne s'appelle pas le "Liberal Club", mais le *Reform Club*. D'ailleurs, à la différence des Whigs qui ont leur *Edinburgh Review*, des Tories qui s'expriment à travers la *Quarterly Review*, des Radicaux dont l'organe est la *Westminster Review*, le Libéralisme en tant que tel n'a pas d'organe attitré : c'est idéologiquement une tendance floue, ce que souligne la date de naissance formelle du Parti Libéral en 1847. Car le nouveau parti qui naît alors est constitué à la fois par les anciens *Whigs* (dont le nom remonte à la "Glorious Revolution" de 1688), par les *Radicals* (dont le nom avait surgi en 1819), mais aussi par l'aile modérée et libérale des partisans de Sir Robert Peel, qui quittent le parti Tory après la scission de 1846 provoquée par le conflit au sujet du Libre Échange. Et c'est le "jeune premier" des *Peelites* qui deviendra plus tard le plus célèbre des chefs du parti Libéral : William Ewart Gladstone.

b) Il est donc clair que, dans la première moitié du siècle, la conscience politique et idéologique du Libéralisme anglais est encore en voie de formation, et qu'elle manque d'homogénéité. Ce qui est encore plus vrai du "socialisme". Celui-ci, j'insiste, n'est pas encore un véritable terme politique : ce qui le distingue nettement du *communisme*, dont l'idéal social – une société reposant sur la propriété communautaire – commence déjà à porter ce nom, du moins en Allemagne, vers le milieu des années 1790, et qui, à partir de 1840, a acquis en français

DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,
socialisme*

E. Hobsbawm
*Libéralisme et socialisme :
le cas anglais*

son sens moderne de “partisan de la propriété commune des instruments de travail et de la gestion collective de la production” ; sens qui, par dérivation presque immédiate du français, s’étend à l’allemand et à l’anglais. *Socialiste* et *socialisme* sont au XVIII^e siècle de simples néologismes dérivés du mot *social*, dans le contexte des discussions sur la théorie du droit naturel. Ce “socialisme” exprime simplement l’accord entre les hommes libres, ou le principe de sociabilité qui, d’après les tenants du droit naturel, serait à l’origine de celui-ci. Ce qui, évidemment, pour des polémistes catholiques comme le Bénédictin italien Facchinei (1765) le situe nettement à gauche : selon lui les *socialisti* veulent ériger sur terre une société parfaite ; de même, pour Appiano Buonafede (1789), ils sont les auteurs de “*sistemi discordi, immaginari, sterili, irreligiosi*” du genre de celui de Jean-Jacques Rousseau. Le mot est cependant si peu fixé dans son usage que d’autres peuvent qualifier le Catholicisme de “socialiste” et les Lumières d’“anti-socialistes”⁴.

“Socialisme” et “Socialiste”, dans un sens au moins voisin de la signification moderne de ces mots, ne s’implante qu’entre 1833 et 1838, à peu près simultanément dans les langues française et anglaise. Ce qui ne veut pas dire que le concept n’existait pas auparavant, mais sous d’autres noms : par exemple sous les étiquettes de “coopération” et de “coopératif”, d’usage en Grande-Bretagne, ou de “collectif”, “collectisme” – plus tard “collectivisme” – qui circulaient parmi les Saint-Simoniens et les Fourieristes, ou encore de “mutualisme”, etc. Il n’est pas inutile, cependant, de rappeler ici deux faits :

1. L’antonyme de “socialisme” n’était pas alors “capitalisme”, mais “individualisme” : la transition entre cette antithèse et ce qui allait devenir plus tard la conception dominante du socialisme se faisant à travers ceux qui, non sans quelque logique, identifient une société “individualiste” avec une société de *concurrence*, et au contraire une société “sociale” avec la *coopération* ou la *solidarité*. Ceci laisse cependant aux projets et systèmes qui se disent “socialistes” une vaste gamme de possibilités concrètes, allant d’une légère modification du libéralisme économique par l’introduction de la sécurité sociale, jusqu’à l’institution de communautés ultra-communistes. En Angleterre ce sens premier du mot “socialiste” restera bien vivant jusqu’à l’apparition de mouvements politiques se réclamant du socialisme moderne, c’est-à-dire jusqu’à

4. Cf. Jacques Grandjonc, *Communisme/Kommunismus/Communism : Origine et développement international de la terminologie communautaire pré-marxiste des utopistes aux néo-babouvistes, 1785-1842*, Trier, Schriften aus dem Karl-Marx-Haus, 39/1, 1989, p. 63, 162, 213, 214, 90-91, 92.

la fin du XIX^e siècle. “Nous sommes tous devenus des socialistes” (“We are all socialists now”) pourra s’écrier le grand chef du parti Libéral, Sir William Harcourt, en 1889 : la boutade fera fortune, mais personne n’imaginera pour autant que le Parti Libéral s’apprêtait à nationaliser les mines de charbon...

2. Seconde observation, tout aussi banale : à la différence du communisme, fils et petit-fils des Jacobins, le “socialisme” n’a pas encore, alors, une dimension politique. C’est un système d’organisation sociale dont on peut imaginer la construction par l’État, ou par quelque autre autorité politique – les théoriciens utopistes sont toujours à la recherche de quelque grand patron philanthrope – mais qui, pour la plupart de ses tenants, résultera d’*associations volontaires*. D’où les plaisanteries de Bernard Shaw sur les communautés utopiques, qu’il appellera “le socialisme par l’entreprise privée”⁵. Voilà pourquoi, dans les années 1840, il y a plus de “socialisme” que nulle part ailleurs dans le monde aux États Unis, véritable paradis des colonies communautaires. Ce qui donnera sa dimension politique au socialisme, ce sera son identification ultérieure à l’idéologie du mouvement ouvrier, dans la mesure précisément où celui-ci prendra le chemin de l’action politique, à la suite des Jacobins d’une part, et des Marxiens de l’autre. N’oublions pas cependant les résistances du mouvement à s’engager dans cette voie : même au temps de la Première Internationale le socialisme politique reste minoritaire en face des mutualistes, des futurs anarchistes, et généralement des divers courants “apolitiques” et “antipolitiques”. N’oublions pas non plus un phénomène qui est à vrai dire plus anglais que français : une conscience de classe qui se construit elle aussi en dehors de la politique, du fait que celle-ci en Angleterre s’identifie complètement avec des idéologies, des partis et des luttes électorales déjà institutionnalisées. Ce qui fera la force du jeune Parti Ouvrier (*Labour party*) vers la fin du XIX^e et le début du XX^e siècles, ce sera précisément que ses candidats pourront en appeler à la conscience de classe qui unit ouvriers libéraux et conservateurs, et donc mobiliser des électeurs ouvriers traditionnellement fidèles au parti conservateur, qui n’auraient jamais voté pour un candidat même ouvrier identifié avec le parti Libéral, adversaire des Conservateurs. Insistons sur ce point qu’on a parfois tendance à oublier : qu’il y ait, dans certaines cir-

5. Report on Fabian Policy, Fabian Tract n° 70, London, 1986, p. 8.

DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,
socialisme*

E. Hobsbawm
*Libéralisme et socialisme :
le cas anglais*

constances historiques, convergence entre le discours de classe et les discours de l'idéologie, n'empêche pas que dans le principe ces deux discours ne soient pas obligatoirement identiques.

*

Ce qui résulte de tout ceci, c'est que, manifestement, ni le libéralisme ni le socialisme n'ont en Angleterre, dans la première moitié du XIX^e siècle, une signification précise, ni même une signification fixe. L'analyse des relations entre ces deux entités en est compliquée d'autant. Et ce qui la rend encore plus difficile, c'est que le discours politique, le discours idéologique et le discours de classe s'entrelacent de façon très différente dans les deux cas.

A cette époque, en Angleterre du moins, le *libéralisme* a une signification politique dans le sens étroitement parlementaire et électoral du terme, tandis que, on vient de le voir, le *socialisme* a une signification idéologique et sociale, dans la mesure où il trouve ses partisans (pas encore bien nombreux) dans les classes ouvrières : parmi les ouvriers qualifiés, les compagnons et autres artisans, gens qui sont tous maintenus en dehors de la politique parlementaire. Ce n'est pas l'idéologie qui fait le libéral avant le milieu du siècle, lorsque par exemple ceux qui se rallient au libre échange se détachent d'un Toryisme modéré pour entrer dans le parti Libéral. Inversement, ce n'est pas la politique qui détermine le comportement du socialiste : même parmi les ouvriers conscients, les socialistes ne jouent aucun rôle sérieux lors des grandes mobilisations politiques des masses ouvrières, tel que le *Chartisme*, pur mouvement de démocratie politique. Au contraire, les socialistes s'opposent à ces mouvements, un peu à la façon dont, dans les années 1970, les écologistes, la tendance "verte", se présentait aux yeux de la plupart des gens comme une tendance située en marge de la politique officielle, celle des partis, en sorte qu'on ne se croyait pas obligé de choisir entre son parti et l'écologie.

Sans doute l'analogie n'est-elle pas tout à fait juste, car l'écologie se situe tout à fait en dehors de la division politique normale, celle de la droite et de la gauche. Quand des partis écologistes se forment, il peut en exister qui tendent nettement à gauche (comme en Allemagne) et d'autres qui se situent à droite, et même à l'extrême droite (pensez à des organisations comme *Pamiat* et à des écrivains comme Raspoutine aujourd'hui en Russie), d'autres enfin qui ne sont ni d'un côté ni de l'autre. Au

contraire les tendances qui, au début du XIX^e siècle, sont en train de se cristalliser comme “libéralisme” et comme “socialisme” (sans oublier le “communisme”) sont de la même famille : l’une et l’autre filles des Lumières. Aussi, quand le socialisme deviendra une politique, se situera-t-il nécessairement à gauche, du fait de ses attaches sociales, ouvrières, aussi bien que par affinité idéologique. Soyons cependant très attentifs à ce fait, sur lequel j’insiste à nouveau : au moment où nous nous situons ici, nous sommes encore loin d’un socialisme *politique*. Lisons et relisons à ce sujet les pages du *Manifeste communiste* consacrées à la “littérature socialiste et communiste”.

Les affinités entre socialistes et libéralisme de gauche (lequel à cette époque préfère pour lui-même l’étiquette de “radicalisme”) sont aussi bien personnelles qu’idéologiques. La majorité des penseurs et des écrivains du jeune socialisme anglais sont, suivant l’expression d’Élie Halévy, des “radicaux philosophiques”, c’est-à-dire qu’ils empruntent la voie de l’utilitarisme tracée par Jeremy Bentham et, en économie politique, par David Ricardo. Pour Robert Owen et toute son école, pour John Gray, William Thompson et Bray, c’est le grand principe de l’utilité qui domine : la maximisation du bonheur public, consistant dans l’addition des bonheurs particuliers que poursuit tout homme (et toute femme, car Bentham n’exclut pas la moitié de l’humanité) en cherchant le plaisir et en évitant la douleur et les peines. Pour Bentham lui-même la propriété privée était la base nécessaire de cette maximisation du bonheur dans la société, mais il était tout aussi logique de supposer, au vu des formes prises par l’industrialisation de l’Angleterre, qu’une société fondée sur la propriété privée diminue le bonheur public en augmentant l’inégalité : c’est la conclusion tirée par Robert Owen, grand patron d’industrie qui savait de quoi il parlait. Voici donc le socialisme comme conséquence du calcul rationnel et de l’individualisme. Parmi les socialistes anglais d’une certaine importance Thomas Hodgskin est le seul à suivre l’autre voie des Lumières, celle qui procède du droit naturel dans la version de Locke. Théoriquement elle constitue pour le socialisme et le communisme une base plus logique, puisqu’elle pose que l’état de nature ne connaissait que la propriété commune, et que la propriété privée qui s’en dégage ne peut être fondée que sur le travail, et ne reste légitime que dans la mesure où elle continue de représenter une

DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,
socialisme*

E. Hobsbawm
*Libéralisme et socialisme :
le cas anglais*

appropriation personnelle par le travail. Ce que, manifestement, le capitalisme rend impossible. Il est donc logique que Hodgskin se soit rallié à la théorie de la “valeur-travail” de Ricardo. Mais dans la mesure où lui-même prône une société dans laquelle l’individu jouirait du produit intégral de son travail, il est un “radical socialiste” (dans le sens français) plutôt qu’un “socialiste”, et l’on ne doit pas s’étonner qu’il ait terminé sa carrière loin de toute idée de révolution sociale, comme un bon libéral, éditorialiste de l’*Economist*.

Quant aux affinités personnelles, il faut ici rappeler que le groupe constitué autour de Bentham, comprenant son ami James Mill ainsi que le jeune John Stuart Mill, fait le lien entre l’idéologie et la politique radicales et les milieux de la gauche intellectuelle et populaire, les ouvriers et les artisans de la capitale. Le tailleur Francis Place, disciple de Bentham, est au cœur de toutes les campagnes d’agitation radicale à Londres et ailleurs, dans lesquelles s’investissent aussi bien les militants de la gauche non-utilitariste que les disciples orthodoxes. En dépit du refus de Hodgskin d’adhérer aux idées du cercle benthamien que cependant il fréquente, c’est James Mill lui-même qui lui trouvera un poste de journaliste au *Morning Chronicle*, l’organe radical. Il va de soi que dans les années 1820 et suivantes le jeune John Stuart Mill a été en contact étroit avec toute la gauche intellectuelle, y compris les Saint-Simoniens français. Dans la mesure où les socialistes anglais prennent des positions politiques, ils se situent donc dans le camp “radical”, et par conséquent dans ce qui deviendra après 1847 le parti Libéral. Le cas de George Jacob Holyoake (1817 - 1906) est ici assez typique : socialiste à ses débuts, comme tout disciple d’Owen il milite surtout en dehors du champ politique, se faisant le propagandiste d’un socialisme très personnel et surtout s’attaquant à la religion (comme d’ailleurs Owen lui-même). Il était dans la nature des choses qu’il participe aux campagnes du radicalisme politique et du Chartistisme, avant tout aux luttes pour la démocratie, ce qui dans la seconde moitié du siècle l’amènera à faire du journalisme pour les Libéraux, tout en gardant un enthousiasme fougueux pour le mouvement coopératif, dernier vestige de son socialisme de jeunesse⁶.

6. Cf. Joyce Bellamy et John Saville (eds), *Dictionary of Labour Biography*, London, Macmillan, 1972, vol. 1, p. 182-185.

N’oublions pas ici que le socialisme apolitique, coopératif et mutualiste, n’était nullement incompatible avec le libéralisme. Car il s’agit essentiellement d’un mouvement

d'associations volontaires réunissant des individus : or le droit à l'*association* et l'action collective *volontaire* en vue de n'importe quel but social sont, après tout, la clé de voûte de la société bourgeoise libérale au même titre que l'entreprise privée. Du moins est-ce le cas en Angleterre. Et de toute façon ce genre de mutualisme ne représente aucun danger pour le système capitaliste : à la différence de tant d'autres pays, la *production* coopérative échoue presque totalement en Grande-Bretagne. Les tentatives owenites des années 1830 font presque immédiatement faillite, et pour le reste des entreprises de ce genre n'ont pas d'avenir. La coopération anglaise qui réussira sera exclusivement celle des coopératives de *consommation*. Le mouvement de Rochdale est sans doute inspiré par les socialistes mutualistes des années 1840, et il n'abandonne pas complètement ses aspirations à une société nouvelle, aussi s'intégrera-t-il un demi-siècle plus tard, de façon marginale, mais sans aucune difficulté, au mouvement ouvrier socialiste.

*

Libéralisme et socialisme futur sont donc étroitement associés. Qui plus est, ils procèdent de la même souche idéologique, ce qui les sépare nettement du futur conservatisme. La configuration idéologique du XIX^e siècle n'est pas tripartite, elle est binaire. Socialement et en termes politiques, il est vrai que les libéraux n'occupent pas une position fixe, ils se situent au "juste milieu" entre les deux forces principales du siècle, ce qu'on appelle alors le "parti du mouvement" et le "parti de l'ordre". La peur de la révolution sociale, ou tout simplement de cette démocratie brutale et ignorante qui met en péril à leurs yeux la base même de la civilisation et de tout progrès véritable, je veux dire la propriété, les pousse de temps en temps à se précipiter dans les bras des conservateurs. Ce sera notamment le cas en Grande-Bretagne dans les années 80, quand le parti Libéral éclate, avec la sécession de la plupart de ses millionnaires et de ses grands propriétaires, y compris le gros des anciens ducs *Whigs*. L'occasion en sera l'autonomie irlandaise, le *Home Rule*. Mais citons ici le plus récent des historiens irlandais, dont le brillant ouvrage *Modern Ireland* fait autorité : «ceux qui abandonnent Gladstone "à cause de l'Irlande" sont ceux qu'ont déjà inquiétés ses ingérences dans le droit de propriété, son goût de l'agitation extra-parlementaire [c'est-à-dire sa propension à mobiliser politiquement les masses

DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,
socialisme*

E. Hobsbawm
*Libéralisme et socialisme :
le cas anglais*

(E.J.H.)], son anti-impérialisme et son populisme sentimental⁷». L'agitation irlandaise de cette époque, il ne faut jamais l'oublier, est un mouvement de révolte paysanne, qui soulève donc le problème de la réforme agraire, autrement dit met en cause le droit des propriétaires terriens à disposer librement de leurs biens.

Reste que, même si les bourgeoisies libérales sont obligées de temps en temps de chercher la protection des forces de l'ordre, même si, pour le dire avec Auguste Comte, elles cherchent toujours à combiner "Ordre et Progrès", l'idéologie du libéralisme se situe nettement du côté du mouvement et du progrès. Ce qui le sépare principalement des conservateurs, dont la maxime suprême est précisément la lutte contre les conséquences politiques néfastes de l'idéologie des Lumières, c'est-à-dire du Progrès, et les unit au contraire aux socialistes, aux communistes, aux révolutionnaires, avec qui ils partagent l'idée "utopique" d'une humanité transformée. Permettez-moi de citer ici ce que j'ai écrit dans mon *Ère des Empires* :

"Les révolutionnaires n'étaient pas les seuls à caresser de tels rêves. L'utopie par le progrès faisait partie intégrante de ce siècle. C'est avec le plus grand sérieux qu'Oscar Wilde affirmait qu'une carte du monde où ne figurait pas l'île d'Utopie était inutile. Il parlait aussi bien au nom de Cobden le libre-échangiste que de Fourier le socialiste, du Président Ulysses S. Grant que de Marx (qui n'avait rien contre les objectifs des utopistes, mais ne croyait pas aux projets détaillés et volontaristes) ou encore de Saint Simon dont l'"industrialisme" optimiste ne relevait ni du capitalisme ni du socialisme, puisque l'un et l'autre pouvaient s'en prévaloir⁸".

En revanche ce rêve était précisément l'épouvantail des conservateurs, sauf dans le sens de la reconstitution d'un passé idéalisé en âge d'or. Et cela même pouvait être dangereux, dans la mesure où toute tentative pour changer l'ordre existant selon un schéma préconçu risquait de côtoyer la révolte et la révolution, surtout si elle impliquait une action politique des masses. Toujours en Angleterre, prenons le cas d'un William Cobbett : soldat puis sous-officier du roi George, ennemi des Jacobins et des Français ainsi que des Américains trop libertaires, agriculteur orgueilleux, critique d'une Réforme religieuse qui, au XVI^e siècle, avait détruit les structures organiques du Moyen Age, quelque peu antisémite, Tory en politique, mais par dessus tout homme du peuple. Or c'est ce Cobbett qui, malgré son traditionalisme loyaliste – je cite ici Edward Thompson⁹ – fut par ses écrits le véritable créa-

7. Roy Foster, *Modern Ireland, 1600 - 1972*, London, 1988, p. 422.

8. Eric J. Hobsbawm, *L'Ère des Empires, 1875 - 1914*, Paris, 1989, p. 434 [1^{re} éd. *The age of Empire, 1875-1914*, New York, Pantheon Books, 1987].

9. Edward P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, London, 1963, p. 746-762, trad. fr. *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1988.

teur de la culture intellectuelle radicale. Subjectivement situé à droite, il devint objectivement le porte-parole le plus influent de la gauche populaire et radicale. Car pour le véritable conservateur l'idéal est toujours que le peuple s'abstienne de participer aux affaires publiques : "Ruhe ist die erste Bürgerpflicht." L'équivalent de l'utopie pour les conservateurs, ce n'est pas la réalisation d'un idéal, qu'il soit de justice ou de foi religieuse. C'est bien ce que Burke avait reproché aux révolutionnaires français de rendre impossible :

"Vous auriez eu une constitution libre, une monarchie puissante, une armée disciplinée, un clergé réformé et respecté, une noblesse moins fière (mitigated) et tout aussi élevée, capable de vous donner des leçons de vertu et non pas de l'étouffer ; vous auriez eu un Ordre des Communes bien composé (liberal), dans lequel votre noblesse se serait recrutée ; vous auriez eu un peuple protégé, content, laborieux, obéissant (obedient) et enseigné à reconnaître que le bonheur qui est fondé sur la vertu existe dans tous les états de la vie ; que c'est en ceci que consiste la véritable égalité morale parmi tous les hommes, et non pas dans ces fictions monstrueuses qui, inspirant des idées fausses et des espérances vaines à des hommes destinés à parcourir les sentiers obscurs d'une vie laborieuse, ne servent qu'à aggraver et à rendre plus amère cette inégalité réelle que l'on ne peut jamais détruire, inégalité que l'ordre de la vie civile établit autant pour l'avantage de ceux qui sont destinés à rester dans un état humble, que pour celui de ceux qui sont appelés à une condition plus brillante, sans que plus de bonheur leur soit offert¹⁰".

En bref, une version légèrement enjolivée de la situation britannique, telle que la concevaient ses bénéficiaires.

Pour ce conservatisme qui – comme le prouve en Angleterre le cas de Burke – prend conscience de lui-même comme tendance idéologique en opposition à la Révolution française, il n'y a qu'un seul choix : entre la raideur et la souplesse. Pour des raisons évidentes, la pure réaction telle que l'illustreront la Sainte Alliance ou, plus tard, le Concile Vatican I, n'a pas d'emprise sur le pays de la "Glorious Revolution" où sont apparus le gouvernement constitutionnel et le parlementarisme. L'équivalent britannique du royalisme intégral à la française, c'est le Jacobitisme, qui continue à faire profession de loyauté envers les rois Stuart : il a survécu longtemps au XVIII^e siècle dans le parti Tory et dans l'Église anglicane qui en était l'expression idéologique, mais il n'existe plus au XIX^e que parmi quelques sentimentaux et nostalgiques. A preuve l'exemple d'un Walter Scott : Écossais et Tory,

10. Edmund Burke, *Reflections on the French Revolution, and other Essays*, Everyman, London, s.d., p. 35, trad. fr. *Réflexions sur la Révolution de France*, présenté par G. Berthier de Sauvigny, Genève, Slatkine Reprints, 1980, p. 70-71.

DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,
socialisme*

E. Hobsbawm
*Libéralisme et socialisme :
le cas anglais*

Scott ne se fait en réalité aucune illusion sur l'avenir de la dynastie Stuart. Les conservateurs anglais n'ont désormais qu'un choix stratégique et tactique : la procrastination. Résister le plus longtemps possible à toute réforme, jusqu'au moment où elle devient inévitable. Puis s'y plier. C'est la stratégie qu'applique le chef de file des Tories, le grand duc de Wellington, à propos de l'émancipation des catholiques, puis à propos de la réforme parlementaire de 1832. Telle sera la stratégie principale des classes dominantes anglaises jusqu'à l'époque de Mme Thatcher, c'est-à-dire jusqu'au moment où la classe ouvrière s'affaiblira numériquement et commencera à se désintégrer. Car la Grande-Bretagne du XIX^e siècle, dans l'opinion de ses dirigeants, est un pays de masses travailleuses potentiellement radicales et rebelles. Il faut éviter à tout prix un conflit ouvert entre les classes. Car, comme l'écrit le jeune poète révolutionnaire Shelley dans son remarquable *The Masque of Anarchy*, écrit après le massacre de Peterloo en 1819 : "Ye are many, they are few" (Vous êtes la multitude, ils sont peu nombreux). Il n'y a plus, en Grande-Bretagne, de paysannerie majoritaire, conservatrice, ni même de grandes masses petites-bourgeoises d'artisans et de boutiquiers, susceptibles d'isoler les classes ouvrières.

*

Par là nous sommes conduits à la considération principale déterminant les relations entre les idéologies. Ce n'est pas le socialisme qui préoccupe libéraux ou conservateurs, mais bien le "problème social", c'est-à-dire le problème ouvrier. Et c'est ici qu'un certain fossé se creuse en effet entre libéraux et socialistes, en dépit de leur idéologie commune, dans la mesure où les seconds critiquent la société qui s'industrialise. *Politiquement* sans doute le camp de ceux qui deviendront "libéraux" a tout intérêt à s'entendre avec les masses travailleuses. Quant aux anciens Whigs, ce sont à peu près les "Républicains modérés" de la Troisième République. Contre la monarchie absolue et le danger d'une armée et d'une police contrôlées par la Couronne, l'oligarchie noble qui a chassé les Stuarts en 1688 a besoin du poids du "peuple" en face du pouvoir central et, puisqu'il n'y a pas de danger d'une révolution sociale, elle n'hésite pas à le mobiliser en cas de nécessité. Ce qui – je cite Lord John Russell à propos de l'agitation populaire pour la reine Caroline en 1820 – a aussi l'avantage "de renouveler l'ancienne alliance entre les Whigs et le peuple, ce qui affaiblit l'influence des

Radicaux parmi le peuple¹¹”. Les Radicaux eux-mêmes sont convaincus que, pour citer James Mill, la classe moyenne est hégémonique par sa capacité, son intelligence et son destin historique, et que les travailleurs lui resteront fidèles, ce pourquoi précisément ils sont en faveur de la démocratie parlementaire. Les Libéraux, eux, se situant à mi-chemin entre Whigs et Radicaux, partagent la méfiance des Whigs envers le suffrage démocratique, mais aussi la confiance des Radicaux dans la stabilité du système et de l’hégémonie bourgeoise. Sauf pour un bref moment, le seul à vrai dire dans toute l’histoire anglaise du XIX^e siècle, où le système a paru trembler sur ses bases : je veux dire entre 1830 et 1832. Mais fondamentalement c’est la confiance qui règne. Pendant les manifestations Chartistes de 1839, le plus grand mouvement populaire qu’on ait jamais vu, le général Napier, commandant les forces armées du Nord de l’Angleterre, ne perd pas son sang-froid : il cherche à convaincre les dirigeants Chartistes dont, en bon Radical, il reconnaît le programme comme tout à fait légitime, qu’il dispose d’assez de troupes pour réprimer leur mouvement. Il n’en a sans doute pas l’intention, mais si les circonstances le contraignent à donner l’ordre de tirer, il n’hésitera pas à le faire, bien qu’à regret... Et finalement tout reste calme, ce qui le conduit à observer avec tristesse que les foules anglaises n’ont, malheureusement, pas beaucoup de courage.

Au fond, dans le camp libéral, la confiance politique se fonde sur la conviction inébranlable que le capitalisme et l’industrialisation constituent la seule voie de progrès pour l’Angleterre, et que tous les problèmes sociaux, essentiellement passagers, trouveront leur solution dans le marché libre et le progrès économique. C’est pourquoi ils ne proposent pas de solutions spécifiques pour le “problème social” dont il est impossible, pourtant, qu’ils ne prennent pas conscience. Mais ce dont frémissent les socialistes, à savoir les conséquences sociales de la révolution industrielle, ne les inquiète pas vraiment. Il s’agit là, à leurs yeux, de problèmes *locaux*.

En revanche ceux qui voudraient critiquer la révolution industrielle et les développements du capitalisme rencontrent un milieu idéologique plus accueillant parmi les traditionalistes Tories. C’est le cas pour la plupart des représentants de cette première génération du romantisme anglais, de ces jeunes poètes qui furent ultra-révolutionnaires au temps de la Révolution française – voire

11. Cité par Elie Halévy, *History of the English People in the Nineteenth Century*, op. cit., vol. 2, p. 104.

DOSSIER

*Conservatisme, libéralisme,
socialisme*

E. Hobsbawm
*Libéralisme et socialisme :
le cas anglais*

communistes égalitaires, comme Coleridge qui voulait, en 1794, aller fonder une colonie *pantisocratique* en Amérique – et qui se replie après leur abandon du jacobinisme sur des positions Tories. Mais si l'on ne savait pas que Robert Southey était un ultra-conservateur, on lirait ses critiques virulentes de la révolution industrielle dans les *Letters from England* de 1807 comme l'œuvre d'un communiste ... Il continuera d'ailleurs à dévorer la littérature socialiste. Le vieux Wordsworth reste un populiste, dans son genre. "Je n'ai aucune sympathie pour les Whigs", dira-t-il après 1840, "mais il y a en moi une bonne part de Chartisme." Le Toryisme attire sur ses marges une certaine conscience sociale qui trouvera d'ailleurs à s'exprimer dans les écrits de "Young England" : surtout chez le jeune Disraëli (que Marx citera comme l'équivalent anglais du "socialisme féodal"). Et même les intellectuels qui sont préoccupés par ce que Carlyle appelle "The Condition of England Question" mais ne sont pas attirés par les Tories, gardent cependant leurs distances vis-à-vis des Libéraux. Carlyle, penseur très important dont l'influence sur Engels n'est pas à sous-estimer, renonce formellement à toute position politique. Mais cette conscience sociale chrétienne, historisante ou romantique, n'est évidemment pas le socialisme.

John Stuart Mill, lui, refuse de suivre son ami Carlyle dans cet retrait de la politique. Il restera toute sa vie un Libéral-Radical, mieux, il deviendra la figure la plus représentative du Libéralisme moderne. Ce qui rend encore plus significatif le fait que, pour lui, libéralisme et socialisme sont inséparables. Dans son *Autobiographie* (1873), Mill a exposé l'évolution de sa pensée qui, tout en restant fidèle à l'utilitarisme de Bentham et de son propre foyer familial, l'avait amené à prendre position pour le socialisme : déclaration qui ne passa pas inaperçue de ces pionniers de la social-démocratie anglaise, les Fabiens¹². Ce qui l'attire dans le socialisme c'est son *principe* plus que sa théorie, c'est-à-dire un idéal de la justice sociale et une vive conscience de son absence dans la société actuelle. Quant aux théoriciens du socialisme, il méprise visiblement les Owenites, avec lesquels les jeunes Benthamiens avaient ferraillé intellectuellement dans les années 1820, et trouve le socialisme des Saint-simoniens considérablement supérieur à celui d'Owen, tout en restant sceptique sur la possibilité de réaliser leurs projets. Mais au fond ce qui l'attire vers le socialisme, c'est qu'à l'occasion d'une

12. John Stuart Mill, *Autobiography*, Oxford, World Classics, 1938, p. 196.

crise intellectuelle et affective, restée célèbre dans la littérature, il a compris les limites du rationalisme individualiste de Bentham. C'est précisément cette réaction personnelle contre l'étroitesse du rationalisme, contre la simple prose des Lumières, c'est la découverte de la poésie romantique et de la pensée allemande dont Coleridge et Carlyle s'étaient faits les chantres, qui permet enfin à Mill de comprendre le drame existentiel impliqué dans la transformation capitaliste de la société. A la différence de son père, James Mill, qui ne réussit jamais à voir chez Carlyle autre chose que des "rhapsodies délirantes"¹³, John Stuart est capable de comprendre la signification de tels discours, même s'il n'abandonne jamais, pour ce qui le concerne, la foi dans la raison.

Mais voici précisément la question qui nous concerne ici : ce qui compte n'est pas le fait que Mill soit un des rares libéraux de l'époque ayant une conscience sociale, c'est le fait que, tout en continuant d'adhérer aux théories les plus rationnelles de l'économie et de ce qu'on appelle aujourd'hui la démocratie libérale, il les trouve absolument compatibles avec le socialisme. Ainsi Mill fait-il le pont entre la démocratie libérale (une démocratie modérée, car en cette matière il suit Tocqueville) et une certaine tendance socialiste réformiste anglaise qui ne tardera pas à faire fortune : en Grande-Bretagne avec les Fabiens, mais aussi sur le Continent, puisque c'est auprès d'eux que Bernstein viendra prendre ses leçons de réformisme.

13. Ibid. p. 137.